



ÉDITORIAL

Und am Ende gewinnen die Deutschen.

Der Sozialdialog in Luxemburg hat eine gewisse Ähnlichkeit mit Gary Linekers Definition vom Fußballspiel: „Fußball ist ein einfaches Spiel: 22 Männer jagen 90 Minuten lang einem Ball nach, und am Ende gewinnen immer die Deutschen.“

Auf den Luxemburger Sozialdialog bezogen, sieht es so aus, dass Arbeitgeber, Arbeitnehmer und Regierung mühselige Verhandlungen im Kontext der Arbeitsbeziehungen führen, damit am Ende des Spiels die Forderungen der Gewerkschaften einseitig übernommen werden.

Der Mehrwert des historischen Sozialdialoges bestand darin, dass die Verhandlungspartner, basierend auf einer gemeinsamen Analyse der Ausgangslage, Kompromisse gefunden haben, die von beiden Seiten getragen werden konnten. Dies hatte vor allem den Vorteil, die Reibungsverluste gering zu halten und den Arbeitnehmern als auch Arbeitgebern Planungssicherheit zu geben.

Heute ist vom Sozialdialog, wenn überhaupt, nur die Fassade übriggeblieben. Es geht nicht mehr darum, Kompromisse auszuhandeln, sondern darum der politischen Verhandlungsmacht der Gewerkschaften eine Bühne zu geben.

Historisch hat der Sozialdialog immer dann Resultate gezeigt, wenn sich die Verhandlungspartner auf eine gemeinsame Analyse der Ausgangsbasis verständigen konnten, wie es z.B. bei der Krise des Stahlsektors der Fall war. Spätestens seit der Wirtschaftskrise von 2008 driften die Einschätzung der Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertreter, was die Ausrichtung der Wirtschaft und die Ausgestaltung der Arbeitsbeziehungen betrifft, auseinander. Während die Wirtschaftsvertreter für zusätzliche Flexibilität plädieren, um auf immer schnellere und drastischere Veränderungen der Rahmenbedingungen reagieren zu können, wollen die Gewerkschaften Arbeitnehmerrechte völlig losgelöst von eben diesen Rahmenbedingungen zementieren und ausbauen.

Erschwerend kommt hinzu, dass die Regierung selbst keine eigene Einschätzung der Lage vornimmt, um diese in die Diskussionen zwischen Sozialpartnern einzubringen, wie die erschreckend kraft- und substanzlose Rede zur Lage der Nation erneut verdeutlichte.

Vor diesem Hintergrund ist es eigentlich logisch, dass die Arbeitgeberseite kein Interesse daran hat, sich auf



„Verhandlungen“ einzulassen, deren Ausgang von vorneherein feststeht. Die Regierung bringt es gewollt oder ungewollt nicht fertig, die Verhandlungen zwischen Sozialpartnern ergebnisoffen und unter Berücksichtigung aller Standpunkte zu gestalten.

Die UEL und ihre Mitglieder haben klar signalisiert, dass sich die Arbeitgeber auch weiterhin jeder Diskussion und jedem Dialog stellen werden. Lediglich der Inszenierung an deren Ende ein „Verhandlungsergebnis“ stehen soll, steht die UEL kritisch gegenüber. Sozialdialog ist kein Selbstzweck. Die Regierung soll die verschiedenen Parteien hören, ihre Entscheidungen treffen und diese auch verantworten. Falls die Regierung tatsächlich am Fortbestand eines richtigen Sozialdialoges gelegen ist, steht sie jetzt in der Bringschuld diesem eine neue Ausrichtung zu geben und das Vertrauen sämtlicher Partner zurückzugewinnen.

ÉDITORIAL

Et à la fin, les Allemands gagnent.

mais de donner une scène au pouvoir de négociation politique des syndicats.

Le dialogue social a été efficace lorsque les partenaires ont pu se mettre d'accord sur une analyse commune du point de départ, comme ce fut le cas, par exemple, pour le dossier de la sidérurgie. Au plus tard depuis la crise économique de 2008, les positions des représentants des employeurs et des salariés divergent quant à l'appréciation de la situation économique et à la conception des relations professionnelles. Alors que les représentants des employeurs plaident en faveur d'une plus grande flexibilité afin de pouvoir réagir à des changements toujours plus rapides et radicaux, les syndicats veulent cimenter et étendre les droits des salariés sans tenir compte de ce qui se passe à l'intérieur et à l'extérieur de notre économie.

« Aujourd'hui, la seule chose qui est restée de ce dialogue social est la façade. »

La situation est aggravée par le fait que le gouvernement lui-même ne propose pas sa propre évaluation de la situation afin de fixer le cadre des discussions entre les partenaires sociaux. La récente déclaration sur l'Etat de la Nation se limite dans ce contexte à des généralités, pour ne pas dire à des platitudes. Dans cette situation, il est en effet logique et compréhensible que les employeurs n'ont aucun intérêt à entamer des "négociations", dont l'issue est claire dès le départ. Le gouvernement n'arrive pas ou ne veut pas créer un cadre de négociation où les positions de toutes les parties prenantes sont considérées à leur juste valeur.

L'UEL et ses membres ont clairement indiqué que les employeurs continueront à dialoguer. L'UEL ne veut cependant pas se retrouver dans un scénario qui doit forcément aboutir sur un "résultat de négociation". Le dialogue social n'est pas une fin en soi. Le gouvernement devrait entendre les arguments des différentes parties prenantes, prendre ses décisions et en assumer la responsabilité politique qui est la sienne.

Si, par contre, le gouvernement est réellement intéressé à faire revivre un véritable dialogue social, il lui faudra regagner la confiance de tous les partenaires.

Le dialogue social luxembourgeois présente une certaine similitude avec la définition que Gary Lineker donne du football : "Le football est un sport très simple : 22 hommes courent après un ballon pendant 90 minutes et à la fin, les Allemands gagnent".

Appliqué au dialogue social luxembourgeois, cela veut dire les partenaires sociaux et le gouvernement mènent de laborieuses négociations dans le cadre des relations professionnelles de travail, et à la fin du jeu, ce sont invariablement les revendications syndicales qui l'emportent.

Historiquement, la valeur ajoutée du dialogue social résidait dans le fait que les parties prenantes se sont appuyées sur une analyse partagée de la situation afin de dégager des compromis. L'avantage principal était que le potentiel de conflit était réduit et que les syndicats et les employeurs disposaient d'une certaine sécurité de planification.

Aujourd'hui, la seule chose qui est restée de ce dialogue social est la façade. Il ne s'agit plus de négocier des compromis,

